

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Félicité Ongouori Ngoubili s'imprègne des réalités de la gendarmerie nationale

S.A.M.
Libreville/Gabon

EN se rendant hier dans les différents services et bâtiments de la caserne de Gros-Bouquet (la taillerie, l'atelier moto ou les logements des officiers supérieurs), Félicité Ongouori Ngoubili, la ministre de la Défense nationale, a touché du doigt les réalités de la gendarmerie nationale. Simplement parce que sa mission est "un challenge dont la réussite passe nécessairement par la connaissance du terrain et des acteurs" placés sous son autorité. Cette visite a donc conduit le commandant en chef dudit corps, le général de brigade Yves Barassouaga, à présenter les forces, les vulnérabilités et difficultés de cette partie intégrante des Forces de défense et de sécurité (FDS). Essentiellement en moyens humains et matériels divers. "Pour le domaine spécifique du casernement, sur l'ensemble du territoire national, du fait surtout de l'usure normale, plusieurs casernes sont vieillissantes, à l'image de celle qui vous accueille



Le ministre de la Défense nationale lors de sa visite à la Gendarmerie nationale.

ce jour dont les travaux initiaux remontent à 1959. Bien avant l'indépendance du pays", a-t-il expliqué. Cependant, il a admis que la visite de la ministre de la Défense nationale à Gros-Bouquet est aussi "porteuse d'espoir pour les personnels de l'armée et l'institution elle-même". Si elle n'a pas clairement expliqué les solutions qui seront mises en œuvre pour pallier les difficultés portées à sa connaissance, Félicité Ongouori Ngoubili a estimé qu'il fallait néanmoins "veiller au maintien de la capacité opérationnelle de l'outil de défense, mais aussi maîtriser les savoir-faire propres aux métiers des armes".

Pour rappel, la gendarmerie a pour missions principales de défendre le territoire, veiller à la sûreté publique, assurer le maintien de l'ordre et de l'exécution des lois et règlements, assurer l'action directe de la police judiciaire, administrative et militaire. Sa compétence s'exerce sur toute l'étendue du territoire national, ainsi qu'aux armées. Ce qui met en exergue des valeurs comme l'honneur et la responsabilité, la loyauté ou encore le patriotisme et devrait pousser les gendarmes à se détourner de "comportements blâmables, comme le racket, contraire à l'éthique militaire", a avancé la ministre de la Défense.

42e session de l'AIMF: Libreville de retour au bureau exécutif

JMM
Libreville/Gabon

LES travaux de la 42e session de l'assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) se sont achevés récemment à Abidjan (Côte d'Ivoire). Avec, entre autres, comme fait marquant, le retour de Libreville au sein du bureau exécutif de ladite Association. Ce retour au-devant de la scène, largement tributaire de l'offensive menée par la maire de Libreville, Christine Mba Ndutume-Mihindou, résulte, en outre, du respect et de l'exécution des engagements pris par la capitale gabonaise au cours de ses différentes participations aux rencontres de l'AIMF. Dans tous les cas, les assises de la capitale économique ivoirienne étaient axées sur le thème: "Renouveler les liens entre la nature, les sociétés humaines et les villes: une voie pour maîtriser les risques et conjurer les peurs". De l'avis de plusieurs observateurs internationaux, cette rencontre d'Abidjan a permis à Libreville de faire "forte impression". D'abord, de par son

implication, ensuite, par sa maîtrise des dossiers au cours des débats. Notamment sur l'un des sous-thèmes de l'atelier, "Repenser l'environnement législatif et réglementaire afin de mieux intégrer la place et le rôle des collectivités locales". De fait, c'est la 2e adjointe au maire de Libreville en charge de la coopération décentralisée, Annie-Chrystel Limbourg Iwenga, qui, du haut de la tribune, a édifié l'assistance sur les initiatives menées par les autorités gabonaises en matière de création de parcs nationaux, de résolution du conflit homme-faune, etc.

En marge des travaux, Christine Mba Ndutume-Mihindou s'est entretenue avec la présidente de l'AIMF, Anne Hidalgo, par ailleurs maire de Paris. Les deux personnalités ont évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération entre leurs deux cités. Dans cette optique, l'édile de la capitale gabonaise a édifié son interlocutrice sur l'opération d'adressage de sa ville financée en partie par l'AIMF. Les travaux se sont achevés par la tenue des travaux de "La Cop des villes membres de l'AIMF".



Tribune des partis politiques

Premier test

UNE formation politique a particulièrement fait parler d'elle ces derniers temps. Il s'agit du parti "Les Démocrates" (LD), qui a organisé samedi dernier son premier congrès ordinaire. Cinq ans après sa création par des transfuges du Parti démocratique gabonais (PDG).

Aux yeux de certains, LD en avait bien besoin. Et pour cause, cette structure politique a connu, en l'espace de quelques mois, des démissions de plusieurs cadres dont un député, un maire, et même son secrétaire général. Aux yeux donc de nombre d'observateurs et autres analystes de la vie politique gabonaise, ce premier congrès lui a permis de réorganiser et de remobiliser ses militants. Lesquels ont été fixés quant à la ligne politique du parti. Laquelle s'inscrit toujours dans le combat pour "l'alternance au pouvoir, la construction d'un État de droit, un État de liberté, un État démocratique, sur fond de restauration

des valeurs républicaines et du respect des institutions". Si le combat de LD demeure le même, manifestement le parti a décidé de renforcer sa stratégie. Les postes laissés vacants au sein de l'exécutif du parti ont été pourvus. Celui de secrétaire général abandonné par Vincent Ella Menie est désormais occupé par un autre acteur politique d'expérience, Paulin Obiang Ndong. Guy Nzouba Ndama, lui, a été reconduit à la tête du parti. Un acte que les délégués ont qualifié de "choix de la raison". Sans doute pour coller aux objectifs de départ des Démocrates.

S'agissant de la nouvelle stratégie, il y aura à la fois l'alliance avec d'autres forces de l'opposition et aussi l'implantation du parti partout où cela est nécessaire. Ce que le numéro un de LD considère comme étant la "responsabilité première" que les militants lui ont confiée. À juste titre, quand on sait que l'un des griefs faits à l'ancien

maire de Mouila, Jean-Norbert Diramba, aujourd'hui ministre du Tourisme, pour justifier sa démission tourne aussi autour de l'immobilisme ayant fait de LD et de ses membres "des spectateurs de la vie politique". Même si l'argument peut paraître très discutable.

Tout compte fait, Guy Nzouba Ndama a la lourde charge de freiner l'hémorragie au sein de LD et de le doter de nouveaux élus. Et 2023 sera un grand défi pour lui. Mais avant, comme il l'a annoncé lui-même, LD ira, le 20 août prochain, à la reconquête du 1er siège de député de Tchibanga laissé vacant par son ancien cadre Jean-Pierre Doukaga Kassa. Ce sera là un premier test pour le nouveau directoire de LD.